

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard 4 mars 2024 - 1,50 €

N° 73

Avortement

Ils ont été 50 sénateurs à prendre le risque de se singulariser dans un contexte français où le droit à l'avortement est désormais constitutionnalisé, et même sacralisé. Plusieurs sénateurs, qui avaient hésité avant de se rallier à l'opinion majoritaire, ont déclaré qu'ils l'avaient fait sous la pression de leur femme et de leurs enfants, notamment les filles. C'est peut-être vrai. Mais c'est un peu le degré zéro de la conviction politique. Même parmi les autorités religieuses, peu ont tenté de dire quelque chose de dissonant, ainsi l'archevêque de Lyon, Mgr Olivier de Germay, dans un communiqué publié le 27 février. Mais, pour des raisons que l'on ne comprend que trop bien, cette parole n'est actuellement ni relayée, ni crue. C'est pourquoi, le 29 février, la Conférence des évêques de France a avant tout fait part de sa tristesse...

Pour prendre un focus plus limité, dans les chaînes de télévision contrôlées par la famille Bolloré et qui sont dans la tourmente (après des signalements à l'Arcom, haute autorité de l'audiovisuel encouragée par le Conseil d'État à ne rien passer à ces chaînes soupçonnées de ne pas respecter leur obligation d'objectivité et de pluralisme) il y a eu un nouvel « incident ». Les malheureux journalistes de l'émission *En quête d'Esprit*, une émission religieuse réalisée chaque dimanche en partenariat avec l'hebdo-

madaire *France Catholique*, en ont pris pour leur grade. Ils avaient osé reprendre un graphique d'origine américaine indiquant que la principale cause de mortalité humaine dans le monde est l'avortement... Et de comparer avec une statistique de morts du cancer... Que n'avaient-ils fait? Comme si on avait encore le droit de dire que l'avortement est mortel... C'est précisément pour éviter ce mot inaudible qu'on a inventé l'acronyme « I.V.G. »

Aussitôt Christine Kelly et Laurence Ferrari présentaient leurs excuses au nom de leur chaîne sur le dos de leurs confrères. Et la rediffusion de l'émission le soir même était suivie d'une émission de débat où tout le monde, y compris l'animateur, était bien d'accord pour se démarquer de ce « manque d'humanisme » caractérisé... Enfin le pluralisme!

Convoqués par une commission d'enquête parlementaire le 29 février, le



SOMMAIRE

P. 1 : Avortement. P. 2 : Com. – Mineurs. P. 3 : Lectures. P. 4 : Espions. P. 5 : Labels. – Fonctionnaires. P. 6 : Voter ? – Vive le Qatar ! P. 7 : Artisans de paix.

**NOUS AVONS
BESOIN DE VOTRE
ABONNEMENT
ET DE VOTRE
RÉABONNEMENT
20 €**

■ **Avortement** : Le Sénat a voté, le 28 février, en faveur de l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution de la République par 267 voix contre 50. Le président Macron a aussitôt annoncé que le Parlement serait réuni en Congrès le 4 mars pour rendre cette inscription effective par un vote des trois cinquièmes des députés et sénateurs.

■ **Vieillesse** : On a appris le 26 février que groupe d'Ehpad Medicharme, appartenant au fonds de pension anglais G-Square (43 établissements, 1 200 salariés) est en procédure de « liquidation judiciaire avec maintien de l'activité » devant le tribunal de commerce de Nanterre. Des enquêtes administratives de l'inspection générale des Finances (IGF) et l'inspection des Affaires sociales (Igas) sur plusieurs de ses établissements ont précipité la débâcle du groupe en faisant fuir les clients.

■ **Bourse** : À la Bourse de Paris l'indice CAC40 frôle les 8 000 points, un niveau historiquement jamais atteint.

■ **Médias** : Arnaud Lagardère a annoncé le 27 février que Vivendi (Famille Bolloré), actionnaire majoritaire du groupe Lagardère (*Europe 1*, *Europe 2*, *RFM*, *JDD*, *Paris Match*) était en négociation exclusive avec LVMH (Famille Arnault) pour lui revendre l'hebdomadaire *Paris Match*. Le montant de la transaction tournerait autour de 100 millions d'euros, soit deux fois le chiffre d'affaires annuel. LVMH est déjà propriétaire des quotidiens *Le Parisien* et *Les Échos*. Lors de la finalisation de la reprise de Lagardère, en novembre 2023, Vivendi

staff de Canal+ CNews..., légitimement inquiets pour le renouvellement de ses fréquences en 2025, convint facilement de sa « faute ».

Le président de la commission Quentin Bataillon (député Renaissance), faisant référence à cette émission, évoqua la « *présentation horrible, ignoble, de l'IVG* ». Serge Nedjar, directeur de Cnews : « Vous avez utilisé le bon qualificatif : ignoble. » (...) « une honte pour nous », ajoute Thomas Bauder, le directeur délégué de l'info. » S'humilier ainsi ne calmera pas les accusateurs.

Camus disait que « la démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité, mais la protection de la minorité. » Il serait peut-être temps de s'en souvenir, même sur les questions de société où l'unanimité actuelle n'augure rien de bon pour notre jugement par les générations futures.

Frédéric Aimard

Com.

Les propos d'Emmanuel Macron n'excluant pas l'envoi de troupes françaises et européennes en Ukraine n'ont pas plus suscité l'enthousiasme de la classe politique nationale qu'obtenu le soutien des partenaires étrangers : il a été promptement désavoué par ses homologues, sauf la Suède qui n'a pas complètement exclu cette éventualité. Sur le fond, l'initiative a évidemment rappelé son idée, exprimée en octobre dernier, de créer une coalition anti-Hamas à la manière de celle menée contre Daech. Sur la forme, elle a illustré sa propension à présenter en engagement politique

ce qui ne relève que d'une pensée encore en gestation et forcément incomplètement maîtrisée.

Ce n'est pas parce que l'intérêt de la France consiste à garantir l'intégrité de l'Ukraine et, par voie de conséquence, à tout mettre en œuvre pour empêcher une victoire russe qu'il faut faire flèche de tout bois et lancer d'incessantes propositions. On a l'impression que, dans ce domaine aussi, le chef de l'État se croit tenu à multiplier les déclarations et à user de la communication comme d'un outil de gouvernement. Il est vrai que cela lui permet d'occuper le terrain.

Au-delà du cas présidentiel, la France, peut-être plus que d'autres nations et sans doute parce qu'on y aime parler, demeure le pays du verbe. Si les grands orateurs politiques ont disparu, les effets de manche restent d'actualité, tout comme le souci de la « petite phrase » qui fera réagir le monde médiatico-politique. L'immédiateté de l'information et sa diffusion en boucle poussent à ne plus accorder de crédit qu'à l'éphémère et à se contenter du simplifié, du caricatural et de l'approximatif, quand ce n'est pas du mensonger, surtout s'il arrange.

Où est donc passé le pays de la raison ? qu'est devenue la patrie de la réflexion ? On s'est beaucoup moqué de l'approche d'un sujet, à Sciences Po et ailleurs, par le triptyque thèse, antithèse, synthèse. Cette technique présente pourtant au moins l'avantage d'opérer un certain détachement en allant voir ailleurs. Évidemment, cela suppose la connaissance de l'ailleurs, c'est-à-dire d'autre chose ou, si l'on préfère, de la

reconnaissance d'une véritable altérité, d'une différence ayant toute latitude de s'exprimer et de faire valoir ses droits.

La communication, telle qu'elle est aujourd'hui pratiquée, relève plus du matraquage que de l'information. En outre, ceux qui transmettent l'information se contentent souvent de reproduire, parfois au mot près, les communiqués de presse mis au point par les décideurs, tant politiques qu'économiques. Ceux-ci ont bien compris le fonctionnement de toutes les formes de presse et de tous les réseaux sociaux, qui veulent du buzz, ce bourdonnement empêchant toute distanciation.

Il serait heureux que les gouvernants ne prennent pas les citoyens pour des moutons de Panurge ou des idiots utiles, à jeter ensuite tels des Kleenex. Mais peut-on espérer qu'ils tournent leur langue sept fois dans leur bouche et sachent employer les mots justes ?

Jean-Gabriel Delacour

Mineurs

Il y a plusieurs sortes de mineurs. Laissons de côté les sujets mineurs, sur lesquels les uns et les autres se trouvent difficilement d'accord, chacun jugeant à son aune l'importance d'un thème, d'une situation ou même d'une personne. Ne nous attardons pas non plus sur les diverses formes de gammes, de tonalités et d'intervalles musicaux qui s'y réfèrent. Concentrons-nous sur ces jeunes qui, à des âges différents selon les pays – entre 16 et 21 ans –, ne disposent pas encore de la majorité légale.

Qu'ils soient accompagnés ou pas, qu'ils aient été parfois émancipés, leur statut les place de toute manière dans une position délicate, qui devrait normalement interdire de les laisser à eux-mêmes. Le site du ministère de la Justice confirme d'ailleurs que « les mineurs doivent faire l'objet d'une protection particulière lorsqu'ils sont en danger ». Pourtant, l'actualité offre au moins deux espèces de non-intervention.

La première a défrayé la chronique pendant un mois, avec ces femmes qui ont révélé avoir été sous l'emprise d'hommes bien plus âgés lorsqu'elles étaient encore mineures, notamment dans le monde du cinéma. Cela a posé une double question : pourquoi ont-elles attendu si longtemps avant d'exposer leur situation et quelle a été l'attitude de leurs parents ? Pour simplifier, on peut dire que la « libération des mœurs » associée à mai 1968 a constitué à la fois l'ambiance et la justification.

Ensuite, la circulaire Blanquer, validée par le Conseil d'État le 29 décembre, autorise les élèves s'identifiant comme transgenres à changer de prénom, à se vêtir comme ils l'entendent et à se servir des toilettes sans prendre en compte la séparation des sexes. Là, sous prétexte d'« accueil des élèves transgenres ou en questionnement sur leur identité de genre », triomphe l'inclusivité woke pour laquelle, après avoir détruit les bases de l'histoire personnelle et collective, on peut se reconstruire comme on veut, en niant les réalités.

Précis



RÉCIT

Souvenirs d'enfance

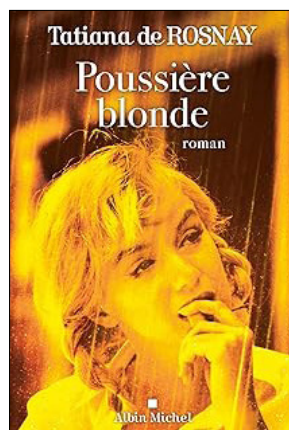
L'écrivaine Marie Sizun nous plonge dans son intimité, pendant la Seconde Guerre mondiale lorsqu'elle n'était qu'une enfant. Avec sa mère, elle vivait dans un appartement du XX^e arrondissement de Paris, un cocon au milieu du fracas extérieur, où tout lui était permis. Et puis la paix est revenue et avec elle le père, prisonnier de guerre. Un homme irascible et violent qui effraie les deux femmes. Après arriveront les années d'école : la révélation de la pauvreté quand la jeune fille se comparera à ses camarades de classe, mais il y aura aussi l'amitié, la découverte du cinéma et de la littérature. Des récits qui lui donneront la passion de l'écriture et feront d'elle une auteure.

« 10, villa Gagliardini », Marie Sizun, arléa, col. 1^{er} Mille, 248 p., 20 €.

ROMAN

La star et la domestique

Certaines rencontres bouleversent une vie et Tatiana de Rosnay sait les rendre fracassantes. Nevada, été 1960. Domestique au prestigieux Mapes Hotel de Reno, Pauline est requise pour nettoyer la suite 614. Elle y



trouve une Marilyn Monroe fatiguée et désabusée, loin des clichés habituels. La star est la vedette du film *Les Désaxés*. Le tournage est chaotique et son mariage avec le dramaturge Arthur Miller approche de sa fin. Malgré la différence de statut, les deux femmes vont nouer un lien qui transformera Pauline. Ce roman est aussi un hymne aux grands espaces américains et aux farouches mustangs.

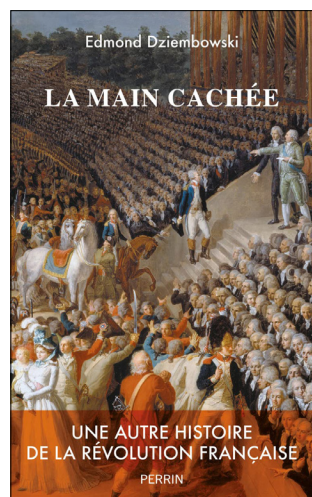
« Poussière blonde », Tatiana de Rosnay, Albin Michel, 306 p., 21,90 €.

HISTOIRE

Complots et Révolution

Les périodes troublées sont propices aux « plans ourdis dans l'ombre », écrit Edmond Dziembowski. La Révolution française le démontre. « *Complot aristocratique* », « *conspiration de l'étranger* », le complotisme participe du processus révolutionnaire jusqu'à atteindre son paroxysme avec la Terreur. Philosophes, protestants, francs-maçons et Britanniques sont accusés des pires crimes contre la patrie. Démêler le vrai du faux, confronter les indices et les faits, c'est ce à quoi s'emploie l'historien dans cet ouvrage qui tient parfois du roman policier.

« La main cachée », Edmond Dziembowski, Perrin, 368 p., 24 €.



REVUE

Israël et Palestine

Le conflit israélo-palestinien s'appuie sur deux récits mémoriels qui prennent leur source il y a des millénaires. Les Cahiers de Science & Vie remontent le cours de l'histoire, des Babyloniens aux Romains, du christianisme à l'islam, du mandat britannique à la naissance de l'État d'Israël. Dans un tel contexte, la paix est-elle encore possible ?

Autres sujets abordés : Mayotte et les Comores, Lénine...

« Israël et Palestine », Les Cahiers



de Science & Vie, mars-avril 2024, 7,90 €. En kiosque.

avait été obligé de revendre l'hebdomadaire *Gala* au groupe Le Figaro par la Commission européenne qui ne voulait pas que *Paris Match* et *Gala* soient dans les seules mains de la famille Bolloré... Les responsables du Groupe Canal+ ont été auditionnés sous serment toute la journée du 29 février par une commission d'enquête diligentée par LFI à l'Assemblée nationale.

■ **BTP** : Eiffage a publié un bénéfice de 1,013 milliard d'euros pour 2023 malgré le recul de sa branche construction immobilière.

■ **Élection européenne** : On a appris le 29 février que la députée européenne Valérie Hayer, 37 ans, présidente du groupe Renew Europe au Parlement européen, sera la tête de liste de la majorité présidentielle pour l'élection du 9 juin prochain.

■ **Agriculture** : Le salon de l'Agriculture de la Porte de Versailles a accueilli 600 000 visiteurs, dont 83 élus politiques venus en tant que tels.

■ **Armement** : Les Forges de Tarbes, filiale d'Europlasma depuis deux ans, ont des problèmes de trésorerie et de stockage. Cette entreprise de 40 salariés est le seul fournisseur du corps des obus tirés par le canon Caesar.

Espions

Dans un climat de tension alimenté par l'Otan, qui souhaite sans doute réarmer moralement les Occidentaux face à une menace russe de plus en plus mise en avant, des révélations se multiplient sur des cas déjà anciens d'espionnage en Occident. Plusieurs de ces cas ont été disséqués en 1999 par l'universitaire britannique Christopher Andrew, dans un livre de 900 pages publié à Londres. Une vingtaine de ces pages traitent de la France. Il s'agit d'une plongée dans les « archives Mitrokhine », du nom de ce lieutenant-colonel russe, mort en 2004, et qui était passé à l'Ouest en 1992 avec des documents du KGB dont il avait été l'archiviste en chef durant dix ans. Ce transfuge a publié plusieurs livres dont certains ont été traduits en français dès 1999. Ses archives sont consultables à l'université de Cambridge depuis 2014.

C'est sur cette base que, le 13 février 2024, *L'Express* publie un dossier « exclusif » pour révéler que son ancien directeur Philippe Grunbach (1924-2003) a été un agent soviétique durant 35 ans sous le nom de code « Brock ». La même semaine, *Le Point* fait un dossier concurrent sur des archives tchèques mettant en cause Paul-Marie de La Gorce (1928-

2004), une des grandes plumes du Monde diplomatique et une voix de *Radio France*. On en avait déjà eu un écho avec un livre de trois anciens agents de la DST – *La DST sur le front de la guerre froide* (édition Mareuil) – paru en 2022. Ils estimaient qu'il pouvait être « Argus » nom de code donné par le KGB à un de leurs relais en France. Les noms des socialistes Claude Estier et Charles Hernu, des proches de François Mitterrand, sont à nouveau cités.

Mais l'ancien journaliste encore vivant Gérard Carreyrou, 82 ans, est également mis en cause. Ce scandale participe du lancement du livre de Vincent Jauvert (journaliste à *L'Obs*) (1) qui a notamment consulté les archives des services secrets tchèques, où l'ancien rédacteur en chef d'*Europe 1* puis directeur des rédactions de *TF1*, serait considéré comme une source sous l'alias « Frank ». Carreyrou a décidé de porter plainte pour diffamation.

On se souvient que Jean Clémentin (1924-2023), qui signait Jean Manan dans *Le Canard enchaîné* dont il fut rédacteur en chef, figurait, sous l'alias « Pipa », dans ces mêmes archives étudiées par l'historien tchèque Jan Koura. Ces informations avaient été reprises par Vincent Jauvert pour *L'Obs* en 2022 et on peut les lire sur *Wikipedia*.

Le journaliste indépendant Romain Milecarek a raconté, dans *Les Moujiks. La France dans les griffes des espions russes* (Denoël, 2023) qu'il avait prêté le flanc à une tentative de recrutement par un agent russe, pour mieux dénoncer le phénomène. Jeu en principe dangereux. Mais qui, en l'occurrence ne semble pas avoir été mené trop loin.

On en apprend donc des belles, mais toujours avec un sentiment mitigé. Les agents d'influence agissent par conviction (pro-communiste, anticolonialiste...), déception de leur propre carrière, et par appât du gain. On aurait retrouvé la trace de virements bancaires pour Philippe Grunbach, et sa femme confirme qu'il lui aurait confié, à la fin de sa vie, avoir été payé par les Russes...

Il y a aussi des « agents » qui ne demandent rien, sinon d'être écoutés, qui sont heureux de faire les malins lors d'un bon déjeuner avec un « diplomate » étranger. Et il y a encore ceux qui sont recrutés aux sentiments par de belles espionnes (on dit que la Chine communiste pratique beaucoup ce genre). En échange de quoi? Les notes de synthèses retrouvées dans les archives tchèques ne semblent pas vraiment probantes en ce qui concerne les journalistes, du moins prises une par une. Permettaient-elles à des dirigeants soviétiques de prendre des décisions efficaces? Les missions repérées sont assez floues. Faire gagner Mitterrand contre Giscard? Répandre des fausses nouvelles déstabilisantes sur les territoires d'outre-mer ou sur l'armée? Est-ce efficace?

Abonnement à *La Nation Française*

1 an = 20 euros à l'ordre de Spfc-Acip. Paiement par carte bancaire :

<https://buy.stripe.com/2803eq3Re7RSc3C000>

Merci de signaler par mail, votre réabonnement

Paiement par virement possible. Rib sur demande.
frederic.aimard@gmail.com

Un journaliste est souvent un homme surtout capable de parler de ce qu'il ne connaît pas... Rien à voir avec un ingénieur qui peut livrer le secret d'un avion ou d'une centrale nucléaire ou un Banquier qui connaît le secret des affaires...

Pour en revenir à ces « agents » du monde intellectuel, certains ne semblent pas avoir eu d'autre motivation que de trouver un travail où leur talent puisse s'épanouir. Ainsi les journalistes français qui avaient été recrutés par les médias russes *Russia Today (RT)* ou *Sputnik*, tolérés durant plusieurs années, avant d'être interdits dans les pays occidentaux après l'invasion de l'Ukraine. Les journalistes qui y ont participé à un niveau ou un autre, comme Jean-Luc Hees ou Frédéric Taddei, n'ont pas été considérés, du moins par les autorités, comme des agents d'influence... Tout est affaire de circonstances et de mesure...

Une chose est certaine, cette politique qui consiste à recruter des « amis » dans les médias est pratiquée depuis toujours par presque tous les États (on se souvient des interventions fascistes dans la presse parisienne du temps de Mussolini). Qu'en est-il aujourd'hui de nos amis américains ? Et, encore une fois, s'il est bien difficile de mesurer son efficacité, cela oblige à prendre de longues pincettes devant toute information fût-elle imprimée dans les médias les plus respectables. Quant à Internet, toutes les fausses nouvelles y sont développées par de plus ou moins doux dingues, des fanatiques de toute espèce, mais aussi par des fonctionnaires de la désinformation en

service commandé... Mais on ne parle plus d'espionnage. C'est autre chose qui ressort de la propagande ou de la contre-propagande ou du simple désir de nourrir le chaos ambiant. Il ne faut pas être naïf, mais ne pas tomber dans le complotisme. Certaines révélations, concernant des gens en qui on avait toute confiance, y inciteraient pourtant.

Frédéric Aimard

(1) Vincent Jauvert, *À la solde de Moscou. Politiques, journalistes, hauts fonctionnaires... Révélations sur ces Français qui espionnaient pour l'Est* (Le Seuil, 2024).

Labels

Conseillère départementale de l'île de Ré (Charente-Maritime) et fondatrice en 2001 de l'Association Fromages de Terroirs, la journaliste Véronique Richez-Lerouge publie un nouvel essai (1) consacré aux écueils rencontrés par les produits agricoles français de qualité. La France fut pionnière en matière d'appellations contrôlées. Elle est aujourd'hui en passe de voir beaucoup de ces labels, publics ou privés, tomber dans l'escarcelle de poids lourds de l'industrie agroalimentaire.

Prenons les fromages, que l'auteur connaît bien. Véronique Richez-Lerouge déplore les conséquences de l'intrusion des marques de distributeurs dans les productions labellisées : « *La stratégie de la grande distribution a été d'investir massivement dans les secteurs labellisés, Label rouge, AOP, IGP, et en particulier dans le bio et l'équitable.* » Pour cela,

la grande distribution a recours à des géants de l'agroalimentaire : Lactalis bien entendu, mais aussi Triballat-Rians ou Sodiaal et Eurial. La principale conséquence néfaste de ces situations monopolistiques ? La standardisation du goût.

Pour comprendre la concentration des productions, rien ne vaut d'étudier le cas du camembert : dans les bonnes années, la France en produit 60 000 tonnes de façon industrielle et seulement 6 000 tonnes qui relèvent de l'Appellation d'origine protégée (AOP) au lait cru. Et 95 % de cette production est détenue par le groupe mayennais Lactalis appartenant à la famille Besnier. Il fallut pour les défenseurs du camembert traditionnel, dans les années 2007-2008, convaincre l'Inao, l'institution chargée en France de délivrer les labels, de ne pas céder au chantage à l'emploi de Lactalis et de la coopérative Isigny-Sainte-Mère. Lactalis s'est aussi lancé à l'assaut des fromages de Savoie après s'être emparé de la fromagerie Pochat en 2005.

Ce livre passionnant aborde aussi la question du sel (et son label bio « contre-nature »), du beurre (avec la fermeture de la laiterie poitevine de La Viette par le groupe Eurial) ou de la charcuterie artisanale corse (fragilisée par les IGP Île de Beauté). Autant d'exemples parlant qui devraient faire réfléchir bien des consommateurs et des responsables politiques.

Jérôme Besnard

(1) Véronique Richez-Lerouge, *Les Labels pris en otage* (éd. Erick Bonnier, 2024).

Fonctionnaires

L'INSEE a publié, le 29 février, les données sur l'emploi salarié en France au dernier trimestre de l'année 2023.

L'emploi salarié privé est quasi stable : - 0,1 % (soit - 12 600 emplois) après + 0,2 % (soit + 51 500 emplois). Il se situe ainsi 0,4 % au-dessus de son niveau de fin 2022 (soit + 91 200 emplois) et 5,9 % au-dessus de celui de fin 2019 (soit + 1,2 million d'emplois).

Si l'emploi privé stagne, celui dans le public augmente : + 0,4 % (soit + 24 500 emplois) après + 0,2 % (soit + 9 300 emplois). Il dépasse de 1,0 % son niveau d'un an auparavant (soit + 58 700 emplois) et de 1,8 % son niveau d'avant-crise (soit + 104 400 emplois).

Le nombre de fonctionnaires a donc augmenté de presque 59 000 en 2023 et la France compte, officiellement, 6 millions de fonctionnaires, ce qui représente plus de 22 % de la population active.

Donc, non seulement les emplois publics ne baissent pas, mais ils augmentent à un rythme soutenu.

Début 2023, par rapport à l'Allemagne et à proportion des populations respectives, la France avait 3,4 millions de fonctionnaires de plus.

À ce rythme, notre pays aura bientôt au moins deux fois plus de fonctionnaires que le voisin allemand. Plus la France croule sous la dette et le déficit, plus l'État français gonfle sur le dos des contribuables.

Nicolas Lecaussin

■ **États-Unis :** La Cour suprême a accepté, le 28 février, d'examiner la question de l'immunité judiciaire de l'ancien président Trump dans l'affaire de la proclamation des résultats de la dernière élection où il est suspecté d'avoir tenté d'inverser les résultats et même d'être impliqué dans l'assaut du Capitole par ses partisans. Cela suspend pour l'instant les procédures engagées contre lui de ce chef, et notamment la décision de Cour d'appel fédérale du district de Columbia (Washington) de l'exclure des primaires.

Donald Trump a triomphalement remporté les primaires du Missouri et du Michigan le 2 mars. On attend les résultats pour l'Idaho, qui ne devraient pas être différents.

Il est grand favori pour le « *Super Tuesday* » du 5 mars au cours duquel 15 États organisent leurs primaires, démocrates et républicaines. Rien ne semble devoir empêcher un duel Trump-Biden, alors que chacun des deux donne des signes marquants de faiblesse intellectuelle.

■ **Gaza :** Le 29 février, un mouvement de foule autour d'un convoi de distribution alimentaire, a provoqué des tirs à balles réelles des soldats israéliens contre des civils. Il y aurait plus de 100 morts et 700 blessés, certains écrasés par les camions ou par la foule elle-même.

Le 4 mars les négociations au Caire pour une trêve entre Tsahal et le Hamas, menées par des représentants de l'Égypte, du Hamas, du Qatar et des États-Unis, étaient dites en très bonne voie.

Voter ?

2024 serait l'année où l'on votera le plus à travers le monde. Mais que peut bien signifier « voter » aux élections biélorusses du 25 février dernier ou aux élections russes du 17 mars ? La question serait plutôt de savoir pourquoi ces régimes éprouvent le besoin de se conformer à ces rituels qui ne trompent personne et ne changeront rien à rien ? Cela ne leur attire aucune considération internationale, au contraire c'est l'occasion de plus amples critiques. À l'intérieur, une majorité de gens votent avec leurs pieds... Qu'est-ce donc qui motive les autocraties à perpétuer un simulacre inutile et contreproductif ?

Prenons l'exemple des élections législatives iraniennes du 1er ~□. En quarante-cinq ans d'existence, la république islamique d'Iran nous a habitués à diverses phases électorales dont certaines avaient été jugées crédibles. À tel point que deux anciens présidents de la république, Khatami (1997-2005), réformateur, a boycotté cette élection, tandis que Rohani (2013-2021), auteur de l'accord sur le nucléaire, a été interdit de se présenter (à l'Assemblée des experts dont il était membre sortant). Deux élections avaient en effet lieu le même jour : celles du Majlis, l'assemblée parlementaire de 290 membres élus pour quatre ans ; celles de l'assemblée des experts, 88 religieux chargés de désigner le successeur du Guide suprême, élus pour 8 ans. L'an prochain auront lieu simultanément élections municipales et présidentielles.

Pour des élections supposées sans intérêt, une vague record de candidatures avait été enregistrée : 50 000 pour le Majlis, 510 pour les experts. Le Conseil des Gardiens de la Constitution n'en a retenu que respectivement 15 000 et 138 (pour 88 postes !). Il est allé même jusqu'à invalider 92 députés sortants ! La raison de tout ceci est de verrouiller la succession du Guide, source du pouvoir, l'Ayatollah Ali Khamenei, 84 ans. L'assemblée des experts élue ce jour sera en place jusqu'en 2032, quand il aura 92 ans. Il y a donc des chances non négligeables qu'ils aient à faire ce choix lors d'un conclave. Rohani avait été donné un jour comme successeur possible : exit. Le nom du président actuel Raïssi est également cité : il est parti se faire réélire (il était déjà membre) dans un district fort éloigné de la province orientale du Khorassan où il est le seul candidat. Le premier changement devrait concerner la présidence de cette assemblée des experts assumée depuis 2016 par un homme qui vient de fêter ses 97 ans ! Il en est membre depuis 1983. On croit revivre la gérontocratie du comité central du parti communiste des dernières années de l'URSS. Sans parler de la bizarrerie de faire élire par l'ensemble de l'électorat un collègue de religieux-grands électeurs ! Le candidat le plus en vue reste le propre fils de Khamenei, Mojtaba, aumônier des Gardiens de la révolution.

Au Majlis, aucun groupe réformateur ou modéré ne devrait pouvoir se constituer par manque de candidats validés. Mais il n'existe pas moins de quatre partis

ou coalitions « conservatrices » en compétition : une qualifiée de plus modérée, deux « fondamentalistes », une simplement « conservatrice ». Tous, ils se définissent eux-mêmes de « principalistes ». Ces appellations n'ont que peu de sens sur le terrain. Là encore, il s'agit de luttes d'influence en fonction de l'après-Khamenei. L'actuel président du Majlis est un général des Gardiens de la Révolution (Pasdaran), appartenant à l'une des formations fondamentalistes. On verra s'il sera reconduit.

Ces jeux de pouvoir ne correspondent évidemment pas aux tendances lourdes de la société iranienne et de sa démographie. La participation électorale après huit heures d'ouverture des bureaux de vote n'était que de 12 % à Téhéran et après dix heures, de 27 % sur le plan national. L'allongement de la durée d'ouverture a permis d'atteindre un taux de participation « officiel » de 40,60 %, plus proche de celui de 2020 (qui avait été affecté par le covid). En 2016, la participation s'élevait à 62 %.

Dominique Decherf

Vive le Qatar !

La visite d'État de l'émir du Qatar, Tamim ben Hamad Al-Thani, de la même génération qu'Emmanuel Macron, a donné lieu à un débordement d'hommages, à commencer par le président de la République soulignant que sa venue « constitue un honneur fait à la France ». Malgré ses deux millions et demi d'habitants répartis sur

11 586 km² – deux départements français – cette petite péninsule coincée entre Bahrain, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ne manque pas d'atouts et sait se valoriser à l'international, par exemple à travers sa chaîne de télévision *Al-Jazeera* et de grands événements sportifs comme la coupe du monde de football en 2022.

L'émir se révèle un parfait francophone et son pays est d'ailleurs membre associé de l'Organisation internationale de la francophonie depuis le 13 octobre 2012, sans être passé par le statut de simple observateur. De toute manière, on a l'impression de ne rien pouvoir refuser au cinquième producteur de gaz naturel du monde, après la Russie, les États-Unis, le Canada et l'Iran. En outre, si la France reste le premier investisseur européen au Qatar, avec neuf milliards de dollars dans l'énergie, l'aéronautique, les infrastructures et le tourisme, elle fait aussi partie des cinq principaux pays bénéficiaires de ses investissements.

« *Votre pays est un pays ami de la France, un partenaire fidèle, stratégique, sur lequel elle sait pouvoir compter dans les situations difficiles* », a souligné le président Macron en rappelant l'agenda commun de « *défense et de sécurité [...] en train de se renforcer* » et celui dans la « *lutte contre le terrorisme* ». Cette mention est à rapprocher du fait que le Qatar abrite très officiellement la direction du Hamas, organisation classée « *terroriste* » par l'Union européenne comme par les États-Unis. Cela ne l'empêche pas d'accueillir des négociateurs israéliens, notamment dans le cadre

des discussions pour la libération des otages de Gaza où il se montre très actif.

Sur le plan économique, un partenariat d'investissement stratégique a été conclu entre les deux chefs d'État, fondé sur « *l'engagement du Qatar à investir 10 milliards d'euros dans les jeunes entreprises innovantes et les fonds d'investissement en France ainsi que ceux étroitement liés à l'économie française* »; cette somme accroîtra de 40 % ceux déjà existants, du PSG parisien à de multiples grands hôtels. Les deux pays ont également signé une déclaration d'intention en matière humanitaire, avec un engagement conjoint de 200 millions d'euros en faveur des Palestiniens.

Il est par ailleurs prévu que, dans le cadre des relations culturelles, Rachida Dati se rende prochainement au Qatar. En revanche, l'historien David Shapira, s'est étonné des déclarations présidentielles sur les valeurs communes entre la France et le Qatar: « *La comparaison la plus déplacée de Macron a été de présenter le Qatar comme le pays du Petit Prince avec le renard et les réverbères! Était-ce la vision de Saint-Exupéry?* »

Jean Étèveaux

Artisans de paix

Le 27 février, a été donnée à l'Académie des sciences d'outre-mer à Paris, à l'initiative du Carrefour des acteurs sociaux et en lien avec l'Institut royal des études interreligieuses de Jordanie, une conférence

du docteur Nicolas Badaoui, chercheur et ancien conseiller parlementaire et ministériel au Liban, sur le thème: « *La diplomatie culturelle et religieuse – paix et dialogue au Moyen-Orient* ».

Cette conférence, à laquelle ont assisté plusieurs ambassadeurs et membres du corps diplomatique accrédités en France, était proposée à l'occasion de la sortie du livre publié aux éditions L'Harmattan portant le même titre et réunissant, sous la conduite du docteur Badaoui, la contribution de douze auteurs.

Alors que la résolution des conflits est le plus souvent abordée sous l'angle militaire et politique en s'appuyant principalement sur les rapports de force, le conférencier a voulu montrer qu'il existe une autre approche, la diplomatie culturelle et religieuse relevant d'un esprit différent et faisant intervenir d'autres ressorts.

Dans notre Occident déchristianisé et où la culture se veut souvent choquante sous prétexte d'interroger les consciences, l'approche proposée peut paraître assez surprenante d'autant que, pour beaucoup aujourd'hui, en ces temps de terrorisme islamiste, les religions et les cultures qui en résultent sont davantage perçues comme des causes de division et donc de guerre plutôt que des contributions à la paix et à la concorde.

Malgré tout, la dimension culturelle est sans doute plus facilement compréhensible et acceptable pour un observateur non averti car on sait aujourd'hui l'importance des festivals et des échanges culturels comme facteur de rapprochement des peuples. Le patrimoine

■ **Monnaie virtuelle**: Le cours du bitcoin a atteint les 57 000 dollars le 26 février, soit une hausse de plus de 30 % depuis le début de l'année. Les investisseurs qui avaient pris position en pariant sur une baisse ou une stabilisation à court terme, ont beaucoup perdu.

■ **Espagne**: L'Institut national des statistiques a comptabilisé 322 075 naissances en 2023. C'est le nombre le plus faible constaté depuis la création de l'INE en 1941. Le solde négatif des naissances par rapport aux décès est de 113 256. La population en Espagne, qui avait tendance à baisser depuis plusieurs années du fait de cette dénatalité, semble avoir cru à nouveau depuis deux ans grâce à l'immigration: 48 327 927 habitants en 2024, 48 085 361 en 2023, 47 486 727 en 2022, au lieu de 46 600 949 en 2015.

■ **Corée du Sud**: L'Institut national des statistiques a indiqué que le nombre des naissances en 2023 a été de 230 000, en recul de 7,7 % par rapport à l'année précédente et le plus bas niveau depuis 1970. Le taux de fécondité des Coréennes est de 0,72, très en dessous du renouvellement de la population. À ce rythme il pourrait n'y avoir que 26,8 millions de Sud-Coréens en 2100 au lieu de 51 millions aujourd'hui.

■ **Japon**: Les statistiques de la population ont été publiées le 1^{er} mars. Elle a diminué de 556 000 personnes par rapport à 2022, soit 124,9 millions d'habitants. C'est la douzième baisse consécutive. Le nombre des étrangers est de 2 916 000, en hausse de 194 000.

■ **Russie** : Le site Internet estonien *Delfi* et plusieurs sites internationaux ont publié le 27 février ce qu'ils présentent comme des documents confidentiels prouvant que les autorités russes ont prévu de dépenser l'équivalent de plus d'un milliard d'euros dans des opérations de contrôle idéologique des populations, notamment dans les régions récemment annexées, avant l'élection présidentielle du 17 mars.

■ **Russie** : Malgré un dispositif policier impressionnant et des caméras à reconnaissance faciale, plusieurs milliers de personnes, de tous âges, se sont rendues dans le sud-est de Moscou, près de l'église de l'icône-de-la-Mère-de-Dieu et du cimetière de Borissovo, où ont été célébrées les obsèques d'Alexeï Navalny le 1^{er} mars (en présence de ses parents, mais aussi de plusieurs diplomates dont l'ambassadeur de France, Pierre Lévy, et les ambassadeurs des États-Unis et d'Allemagne). Le lendemain matin Lioudmila Navalnaïa, mère de l'opposant mort en prison le 16 février est allée sur sa tombe. Puis des centaines moscovites, canalisés par groupes de 50, ont défilé devant.

Des rassemblements d'hommage ont eu lieu dans une vingtaine de villes, donnant lieu à de nombreuses arrestations par la police.

■ **Allemagne** : Des conversations téléphoniques entre quatre officiers d'état-major de l'armée de l'Air sur les modalités techniques d'une possible fourniture de missiles Taurus aux Ukrainiens, pour détruire par exemple le pont de Kertch, ont été rendues publiques par des

est aussi un puissant levier, sachant que celui-ci est le plus souvent imprégné de culture religieuse.

Sur le plan strictement religieux, pour bien comprendre les propos de l'orateur, il faut se situer dans le contexte particulier choisi comme théâtre de la démonstration, à savoir le Moyen-Orient. Si, effectivement, dans cette région du monde, les affrontements, nombreux et récurrents, présentent souvent une dimension religieuse, c'est justement cette dimension qui doit être prise en compte pour les résoudre. Dans un pays comme le Liban où cohabitent musulmans sunnites, musulmans chiites et chrétiens de différentes confessions et où ces religions disposent d'un statut officiel, il n'est pas concevable, ce qui est sans doute difficile à comprendre dans notre France contemporaine formatée par la laïcité, que la résolution des conflits, internes comme externes, se fasse sans intervention des autorités religieuses et sans référence à la foi des différents interlocuteurs.

C'est dans cet esprit également qu'intervient la diplomatie vaticane à travers son réseau des nonciatures mais aussi d'organismes associés comme la communauté Sant'Egidio. La caractéristique de cette diplomatie est sa discrétion, faisant sienne la devise de saint François de Sales: « *Le bruit ne fait pas de bien, le bien ne fait pas de bruit* ». On se situe alors dans ce que les Anglo-Saxons appellent le *soft power* et que les Francophones pourraient avantageusement nommer *pouvoir d'influence*. Le Saint-Siège peut également s'appuyer sur le dialogue

interreligieux qu'il promet. Il suffit de rappeler l'importance accordée par le pape François au Document sur la fraternité humaine pour la paix dans le monde et la coexistence commune qu'il a signé, le 4 février 2019 à Abu Dhabi, avec l'Imam de la Mosquée Al-Azhar, Ahmed el-Tayeb.

Le dernier bulletin de l'Œuvre d'Orient, daté de février 2024, consacre lui aussi un dossier sur les voix de la paix au Proche-Orient. S'adossant plus sur la pratique que sur l'appartenance religieuse, son directeur général, Mgr Bruno Gollnish, après avoir dressé la liste de toutes les causes des conflits qui affectent cette partie du monde, en arrive à la conclusion que « *l'essentiel sera toujours la spiritualité. La foi, la prière, la charité évangélique seront toujours le premier facteur de paix, celui qui permettra de reconnaître la grandeur de tout être humain* ».

Que Dieu l'entende

Fabrice de Chanceuil

La Nation Française hebdomadaire

directeur de
la publication :
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson
Siret 418 382 149 00015 Nanterre

TVA intracommunautaire
FR21418382149
ISSN 2967-2988

Imprimé par nos soins.

sites Internet russes le 1^{er} mars.

Moscou a convoqué l'ambassadeur d'Allemagne et entend tirer un avantage diplomatique de ces révélations qui montrent en plus une très grave défaillance de sécurité allemande.

Le chancelier allemand, Olaf Scholz, en visite à Rome le 1^{er} mars, qui s'était déjà désolidarisé fortement des propos du président Macron sur la possibilité d'envoyer des soldats de l'Otan en Ukraine, a réaffirmé que l'Allemagne ne comptait pas confier de tels missiles aux Ukrainiens et a considéré que la révélation de ces discussions était « *une affaire très grave nécessitant une enquête approfondie* ». On s'attend au minimum à ce que les officiers concernés soient limogés.

■ **Allemagne** : Le syndicat Verdi a décrété deux nouvelles journées de grèves dans les aéroports les 7 et 8 mars pour obtenir des augmentations salariales.

■ **Italie** : Alessandra Todde, membre du Mouvement 5 étoiles, est devenue la première femme présidente de la Sardaigne lors de l'élection régionale du 27 février, avec 45,4 % des voix contre 45 % au candidat de la droite C'est le premier échec électoral pour la présidente du Conseil italien Giorgia Meloni depuis son accession au pouvoir il y a un an.

■ **Iran** : Selon les autorités, le scrutin du 1^{er} mars, qui a désigné les 290 députés et les 88 experts religieux, aurait mobilisé 25 millions d'électeurs, soit un taux de participation de 41 %. Il n'y a aucun moyen de vérifier ces assertions.